

VENDREDI 19 JUIN 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- > Face à une possible faillite, les Grecs vident leurs comptes p.2
- > Game Over pour les banques grecques : les déposants retirent € 2 milliards les trois derniers jours !! p.3
- > Grèce : le FMI arrête la pendule au 30 juin p.6
- > LA MAUVAISE COMÉDIE VIRE A LA TRAGÉDIE (François Leclerc) p.7
- > « Si la Grèce fait défaut, cela va coûter 68 milliards d'euros aux Français... Et ça ne va pas vous faire rigoler ! » p.8
- > La dette publique US hors de contrôle p.11
- > Surprise (?) de la Fed concernant les taux d'intérêt p.12
- > Yellen et la Fed ont gagné une bataille. (Bruno Bertez) p.13
- > Fausses guerres et vrais héros (Bill Bonner) p.16
- > Chine, or, FMI : un grand mouvement est en marche... p.18
- > Grèce : entre culpabilité, honte et salissure morale. (Bruno Colmant) p.20
- > Fallait-il une déflation pour sauver l'euro ? (Bruno Colmant) p.21
- > Modeste proposition pour que l'on ruine mieux le public. (Bruno Bertez) p.21
- > BFM du 17 mai 2015 – Pétrole et Route de la Soie p.25
- > Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ? (Romaric Godin) p.27
- > Le psychodrame grec touche à sa fin (et autres nouvelles, par J-J Netter) p.30
- > La prise de pouvoir de la finance sur l'économie p.32
- > L'Euro est-il soluble dans les Etats-Unis? (Jacques Sapir) p.36
- > Une guerre totale à l'horizon (partie 4) p.40
- > Les robots domineront le monde, nous serons leur esclave p.47



Face à une possible faillite, les Grecs vident leurs comptes

Scoop.it! From www.franceinfo.fr – 19 juin 2015



Grèce : trois milliards d'euros retirés des banques en quatre jours

Le gouvernement grec est toujours en plein bras fer avec ses créanciers et **ce vendredi la BCE a affirmé que les banques du pays pourraient ne pas ouvrir la semaine prochaine.** Alors des Grecs, de plus en plus inquiets, vident leurs comptes bancaires. Deux milliards d'euros ont été retirés en trois jours.

La rupture est à deux doigts d'être consommée entre la Grèce et ses créanciers, l'Union européenne et le Fonds Monétaire International. Les réunions s'enchaînent au sujet du remboursement de l'importante dette grecque. La date butoir est prévue pour le 30 juin prochain, mais aucun accord ne semble envisagé pour l'instant et la perspective d'une faillite est plus que jamais d'actualité.

Inquiétude des Grecs, trois milliards d'euros de retraits

Alors les Grecs prennent leurs précautions et vident peu à peu leurs comptes bancaires, de peur de voir la situation changer rapidement. Depuis lundi 15 juin, trois milliards d'euros ont été retirés, dont un milliard au cours de la seule journée de jeudi

Certains ont déplacé leur argent à l'étranger, d'autres se constituent des

cagnottes chez eux. "Petit à petit je retire mon argent, raconte Iléas. Je ne peux pas prendre plus de 300 euros à chaque fois. Du coup, j'y vais un jour et ma femme, le lendemain." Comme beaucoup, Iléas pense que les banques ne rouvriraient pas lundi prochain, un point de vue renforcé par les déclarations de la BCE ce vendredi matin. "J'ai trop peur de tout perdre. Il y a des personnes âgées autour de moi qui cachent leur argent dans les cocottes minutes, les chaussettes et les taies d'oreillers."

Game Over pour les banques grecques : les déposants retirent € 2 milliards les trois derniers jours !!

Blog de la résistance et ZeroHedge 18 juin 2015

2 milliards ! 2 milliards en 3 jours pour un petit pays comme la Grèce : ça va exploser en plein vol !

A ce point, indépendamment du fait que la Grèce bricole miraculeusement à la dernière minute et obtient juste assez de fonds pour rembourser les échéances de la dette à court terme (pour celle à long terme [voir ici](#)) ... au FMI : il est trop tard pour sauver le système bancaire grec.



La raison principale, que [Reuters vient juste de mettre à jour](#), est que le **bank run** grec que nous avons suivi de près ces derniers mois, vient de voir sa plus grande flambée en trois jours et peut-être dans l'histoire, lorsque les déposants grecs ont retirés plus de 2 milliards € auprès des banques locales, un montant qui signifie que le dernier coup de pouce de l'ELA a déjà été épuisé, et qui équivaut à environ 1,5% du total des dépôts grecs.

Dans le contexte, cela équivaudrait à environ 150 milliards de dollars en sorties de dépôts des banques américaines en une demi-semaine, **soit environ**

10% de la quantité totale de monnaie en circulation.

« Les banques grecques ont vu les sorties de dépôts surgir à environ 2 milliards d'euros sur les trois derniers jours, le rythme des sorties quotidiennes a triplé depuis l'échec des négociations ce week-end avec les créanciers » selon les déclarations de trois sources bancaires à Reuters jeudi.

Les pourparlers entre la Grèce, la zone euro et les créanciers du FMI se sont effondrés au cours du week-end à Bruxelles, laissant le pays au bord d'un défaut à la fin du mois et suscitant des craintes de contrôle des capitaux.

Avant l'échec des négociations, les banquiers ont dit que les sorties avaient été de 200-300 millions d'euros par jour.

Un porte-parole de la banque centrale grecque a refusé de commenter les chiffres, en disant qu'il publie des données sur les dépôts à dates fixes chaque mois et publiera les données pour mai le 26 Juin .

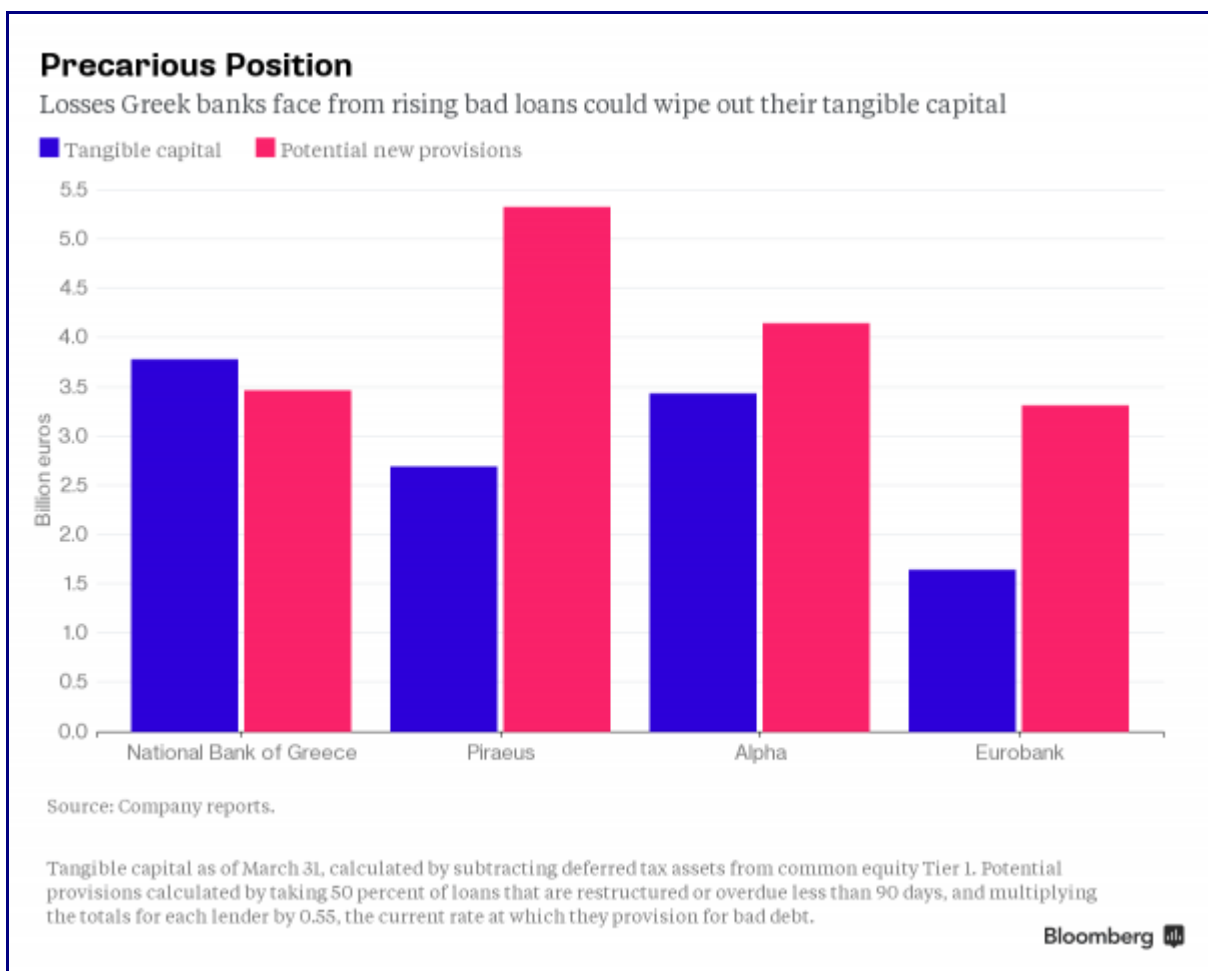
Mais cela est juste la première partie des mauvaises nouvelles pour les banques grecques. La seconde vient de [Yalman Onaran de Bloomberg](#) qui nous rappelle que ce n'est pas juste une question de liquidité (il y en aura aussi longtemps que la BCE conserve son allocation et stimule l'ELA), mais aussi de solvabilité.

Les quatre plus grands prêteurs, ce qui représente 91 pour cent des actifs bancaires du pays, pourraient voir leurs 12 milliards d'euros (\$ 14 milliards) de fonds propres de base anéantis (...) Même si la Grèce parvient à un accord avec les créanciers européens afin de libérer de l'argent supplémentaire, **son prochain plan de sauvetage devra inclure un nouveau cycle de financement pour les banques en difficulté.**

Les créances douteuses ont augmenté au dernier trimestre alors que l'économie a glissé dans la récession et que les Grecs ont retardé les paiements en attendant que le nouveau gouvernement efface la dette. Avec la reprise au point mort, les quatre banques – la Banque

Nationale de Grèce SA, la Banque du Pirée SA, Alpha Bank AE et Eurobank EFG SA – pourraient exiger € 16 milliards des provisions supplémentaires pour couvrir la moitié des pertes sur 59 milliards d’euros de prêts en retard et restructurés sur leurs bilan .

« Nous avons prévu un pic de prêts improductifs au premier trimestre, mais nous nous attendons maintenant à cela dans le courant de 2016, sous réserve d’ une sorte de stabilité économique », a déclaré Nondas Nicolaides, analyste chez Moody ‘s Investors à Athènes. » **Il y a un risque élevé que les prêts restructurés et autres qui montrent des signes de trouble retombent en défaut. Il est une possibilité que les banques pourraient avoir besoin d’une autre série d’injections de capitaux** « .



Il suffit de remplacer « possibilité » avec « certitude » et le tableau est complet. Le Porte-parole de la Banque Nationale, de Piraeus, d’Alpha et

d'Eurobank ont refusé de commenter ce qui était à prévoir. Après tout, que peuvent-ils dire ?

En d'autres termes, la troïka – dont l'intention dès le début était de paralyser les banques grecques à un tel point que Tsipras et Varoufakis soient obligés d'accepter tous les termes hissés sur eux , ce que nous avons prédit en Janvier – a réussi. La seule question est combien de temps avant que le gouvernement Syriza admette la défaite.

<http://www.zerohedge.com/news/2015-06-18/greek-bank-run-crosses-terminal-phase-depositors-yank-%E2%82%AC2-billion-past-three-days> – resistanceauthentique

Les retraits des banques grecques s'accélèrent.

<http://www.challenges.fr/entreprise/20150618.REU9136/les-retraits-des-banques-grecques-s-accelarent.html>

Conséquence de ce bank run : les banques grecques sont en faillite.

Vendredi 19 juin 2015, vers 8 heures du matin :

ALERTE – Grèce : réunion d'urgence vendredi à la BCE pour accroître les financements aux banques.

Le conseil des gouverneurs de la BCE doit tenir une conférence exceptionnelle ce vendredi pour discuter d'un possible relèvement des financements d'urgence (ELA) aux banques grecques, ont déclaré à l'AFP plusieurs sources européennes.

Cette conférence, organisée par téléphone à la demande de la Banque de Grèce, est programmée vers midi (10H00 GMT), ont fait savoir ces sources qui ont demandé à ne pas être identifiées.

Cette demande intervient alors que les retraits bancaires en Grèce se sont accélérés ces derniers jours.

Grèce : le FMI arrête la pendule au 30 juin

Scoop.it! et From www.lefigaro.fr – 19 juin 2015

Le calendrier se précipite pour Alexis Tsipras. Les dix-huit autres capitales de l'euro lui ont donné quatre jours pour présenter un plan de redressement conforme aux demandes des créanciers, avant un sommet des chefs d'État et de gouvernement lundi soir qui pourrait trancher le sort de la Grèce.

L'Eurogroupe comme le FMI ont aussi signifié à Athènes qu'il ne bénéficiera plus d'aucun sursis face à ses échéances: c'est bien le 30 juin qui fera la

différence, entre un règlement enfin négocié de la crise et une probable faillite d'État après défaut de paiement. La probabilité d'un «accident» est «dangereusement proche», étant donné la teneur des discussions entre la Grèce et ses partenaires de la zone euro, a mis en garde le ministre grec des Finances, Yanis Varoufakis.



Les discussions entre Athènes et ses partenaires se sont soldées par un échec, jeudi, lors de l'Eurogroupe.

LA MAUVAISE COMÉDIE VIRE A LA TRAGÉDIE

par François Leclerc Blog de Paul Jorion 19 juin 2015

Comme prévu, rien n'est sorti de la 8ème réunion de l'Eurogroupe ayant la Grèce à l'ordre du jour depuis l'accord du 20 février dernier. Et si Pierre Moscovici a déclaré à son entrée qu'il fallait garder son sang-froid, Christine Lagarde l'a perdu à la sortie en lâchant que « l'urgence est de rétablir le dialogue, avec des adultes dans la pièce ».

Mettant en garde ses collègues, Yanis Varoufakis leur a fait remarquer que « nous sommes dangereusement proches de l'état d'esprit où l'on accepte un accident ». Ce que n'a pas manqué d'enregistrer Donald Tusk, le président du Conseil européen, qui a annoncé la tenue d'un sommet exceptionnel de la zone euro lundi prochain dans la soirée, car « il est temps de discuter de façon urgente de la situation en Grèce au plus haut niveau politique ». De son côté, Jeroen Dijsselbloem est prêt à organiser à tout moment une nouvelle réunion de l'Eurogroupe pour le préparer, admettant qu'une troisième prolongation du *plan de sauvetage* en cours serait nécessaire pour éventuellement débloquer les 7,2 milliards d'euros toujours en jeu. Il faut

garder tête froide, en effet !

Ces tentatives de la toute dernière chance s'accompagnent de quelques amicales pressions, Benoit Coeuré de la BCE annonçant que certaines banques grecques pourraient ne pas ouvrir lundi en raison des retraits des déposants qui s'accroissent. En dépit d'une augmentation du montant des liquidités d'urgence décidée mercredi, la BCE pourrait renouveler le geste dès vendredi. Mais la décision n'est pas encore prise et cela peut faire réfléchir, sait-on jamais...

Signe de l'extrême tension qui règne, Yanis Varoufakis [a publié sur son blog](#) le texte écrit de son intervention à l'Eurogroupe, après « tant de désinformation à propos de mes exposés à l'Eurogroupe de la position du gouvernement grec ». Venu comme il l'avait annoncé sans nouvelles propositions sur les points chauds litigieux, il a prononcé un plaidoyer détaillant la situation du pays et des Grecs, énumérant les concessions faites par le gouvernement et argumentant à propos des exigences inacceptables de ses interlocuteurs. Glissant au passage qu'en raison des conséquences d'une sortie de l'euro de la Grèce, « les citoyens prendraient pour cible dans toute l'Europe non pas les institutions mais leurs ministres des finances, premiers ministres et présidents élus »... Opposant ensuite à leur intransigeance la position d'Olivier Blanchard, l'économiste en chef du FMI, qui demande des efforts des deux côtés.

Le ministre grec a aussi proposé d'adopter un plan en trois points, dont il a donné le détail. Celui-ci repose sur la poursuite des réformes entreprises et la mise en œuvre d'un dispositif indépendant destiné à éviter tout dérapage budgétaire, l'adoption de mesures favorisant le remboursement de la dette dans le cadre d'une rallonge jusqu'à fin mars 2016 du *plan de sauvetage* en cours, et un programme de soutien à la relance de l'économie grecque reposant sur la poursuite des privatisations, des prêts de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), et le soutien du plan Juncker. Il n'a rien obtenu.

Les créanciers européens persistent à déclarer que la balle est dans le camp de la Grèce, mais la décision d'appuyer sur le bouton rouge leur appartient et leur doigt ne semble pas très assuré. S'ils savent ce qu'ils ont à perdre, ils ne savent toujours pas comment l'empêcher.

« Si la Grèce fait défaut, cela va coûter 68 milliards d'euros aux Français... Et ça ne va pas vous faire rigoler ! »

Charles Sannat 19 juin 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Cela fait plusieurs années que je dénonce inlassablement le fait que l'on fait n'importe quoi – enfin pas nous, les « brillants » qui nous dirigent.

Souvenez-vous, aux pires moments d'incertitude sur la Grèce et l'avenir de l'euro, c'était en 2011 et les sommets de « l'ultime dernière chance » pour sauver la Grèce se succédaient à un rythme effréné.

Après des milliers d'heures de discussion, après des milliers d'heures d'avion, de jet privé et conciliabule, après le G7, les G8 et les G20, il a été trouvé un accord autour d'un mécanisme d'abord baptisé MES puis FESF...

MES et FESF, deux fadaïses intellectuelles visibles dès le départ

Le MES c'est le mécanisme de stabilité européen, et le FESF, son petit frère qui a pris le relais et qui est censé être en fonctionnement actuellement, signifie « fonds européen de stabilité financière ». Comme dit ma femme, c'est toujours l'inverse. Si on nous parle de baisse d'impôts, c'est qu'ils vont monter, et si on nous parle de « stabilité » c'est évidemment parce que tout est instable... Bref, le FESF... le fonctionnement de ce machin est très simple.

Le principe est que des pays comme la France, l'Allemagne, mais aussi l'Italie, l'Espagne ou le Portugal, qui sont tous des pays surendettés (y compris l'Allemagne qui a 85 % de dettes sur PIB tout de même, soit largement plus, disons-le, que les 60 % indiqués comme critère dans le traité de Maastricht) versent de l'argent qu'ils n'ont absolument pas dans un fonds destiné à sauver des pays qui sont économiquement totalement condamnés comme la Grèce...

En ce qui me concerne, c'est toujours de cette façon-là que j'ai expliqué le FESF. C'est donc de mauvaises solutions et une mauvaise approche intellectuelle car ce mécanisme non seulement ne règle rien mais de surcroît va mettre en danger l'ensemble des autres pays européens puisque

évidemment nous créons à ce niveau une possibilité de contagion en mettant en place une dépendance.

Vous pouvez considérer le FESF comme une cordée d'alpiniste. Le premier est le plus fragile (la Grèce). Le dernier, le plus solide, l'Allemagne. Lorsque la Grèce va chuter, elle risque d'entraîner avec elle les poids plume de la cordée... C'est une évidence. Il s'agit de l'Italie et de l'Espagne. La France et l'Allemagne, techniquement, supporteront le choc, enfin nous, les contribuables puisque cela va nous coûter la modique somme de 68 milliards d'euros, ce qui donne bien sûr des sueurs froides à nos fonctionnaires de Bercy.

Si la Grèce tombe, combien ça coûte ?

Voici ce que nous apprend cet article du *Figaro* qui a fait les comptes pour nous :

« Ainsi, au delà des 223 milliards d'euros, détenus par le FESF et les États de la zone euro, «il faudra également éponger les 118 milliards d'euros que la BCE apporte actuellement aux banques grecques pour leur permettre de fonctionner», explique un bon connaisseur de l'institution. Ces fonds viennent en grande partie (à hauteur de 85 milliards d'euros) du programme ELA (emergency liquidity assistance), par lequel la banque centrale grecque octroie des prêts d'urgence aux banques du pays.

Une facture potentielle de 68 milliards pour la France

«Pour la France, la facture s'élèverait ainsi à un peu plus de 68 milliards d'euros», explique Philippe Waechter, économiste en chef chez Natixis Asset Management. L'Allemagne récupérerait quant à elle un fardeau supérieur à 85 milliards d'euros. L'Italie serait à peine mieux logée que la France, l'Espagne récupérerait 10 % des sommes en jeu et ainsi de suite pour tous les autres pays de l'Union monétaire.

D'autres ajoutent aussi la contribution du FMI, soit 33 milliards d'euros. Autant dire que, dans une Europe encore convalescente, la pilule serait impossible à faire passer. En France, par exemple, l'ardoise grecque représenterait entre 3 000 et 4 000 euros par foyer fiscal.

Dans les salles de marchés, on se livre à un calcul tout simple pour estimer la contribution de chaque pays et on aboutit aux mêmes ordres de grandeur. Sur

les 320 milliards d'euros de dette de la Grèce, la France récupérerait au bas mot, 20 % de ce montant, soit plus de 64 milliards d'euros. Mais pour Philippe Waechter chez Natixis Asset Management, il est pratiquement impossible d'évaluer le coût réel d'un tel naufrage, «c'est la crédibilité de l'ensemble de la zone euro qui est en jeu». »

Une crise qui n'a jamais été finie !

La tragédie grecque n'a évidemment jamais été terminée puisque nous n'avons strictement rien fait pour régler le fardeau insupportable de la dette grecque. Il ne s'agit pas de savoir si c'est moral ou pas, de savoir si les Grecs sont vilains tout plein ou pas.

Il s'agit juste de dire qu'avec 180 % de dette sur PIB et une récession économique qui dure depuis 7 ans, les Grecs SONT en faillite. Donc il faut trouver les meilleures modalités possibles de règlement de cette faillite.

Ce qui a été fait jusqu'à présent a uniquement consisté, via le FESF et les aides européennes, à transférer les créances grecques pourries détenues par les banques commerciales, et en premier lieu les banques allemandes qui s'étaient littéralement gavées de dettes grecques pour avoir des taux d'intérêt plus élevés et donc de meilleurs rendements, vers les États et les contribuables des différents pays membres de la zone euro.

Si hier la dette grecque était le problème des banques, il est aujourd'hui celui des citoyens... Mais la dette est toujours là, rien n'a été réglé. Jamais.

Pourtant, on vous a annoncé à de multiples reprises que la crise était finie, que la reprise arrivait. Rien de tout cela ne s'est produit, la crise n'est pas terminée et la Grèce est en faillite.

Reste à savoir si Tsipras acceptera de jouer le jeu et de faire durer encore un peu cette tragi-comédie grecque ou si au contraire, il forcera chacun de ses créanciers à prendre ses pertes.

Aujourd'hui, ce n'est plus la Grèce qui a un problème... c'est nous. Simplement, personne n'en a véritablement conscience.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[La dette publique US hors de contrôle](#)
[\(Washington Times\)](#)

La dette publique des États-Unis pourrait étouffer toute croissance économique dans le pays d'ici dix ans, et le prochain président sera obligé d'agir de manière rapide et efficace pour mettre le cap sur une politique économique plus stable, affirme le quotidien américain The Washington Times

Les perspectives à long terme relatives au budget fédéral ont empiré de manière dramatique au cours de ces dernières années, rapporte le CBO dans son dernier rapport. Ce dernier blâme Barack Obama pour l'important déficit budgétaire, accumulé au fil de dépenses de moins en moins maîtrisées et de changements plus globaux causés par la décision d'emprunter davantage, des sommes que les États-Unis ne pourront jamais rembourser.

La dette pourrait atteindre des niveaux record si on la calcule par rapport à l'économie américaine, affirme le Congrès.

« Notre dette publique échappe à tout contrôle », a reconnu le Président du Comité du budget, le républicain Tom Price, et le prochain président devra adapter une nouvelle politique économique en conséquence.

Selon les experts, il est difficile de prédire le point de rupture, mais à un moment ou à un autre, les investisseurs vont douter de la capacité des USA à maîtriser la situation. C'est à ce moment-là qu'ils vont exiger des taux d'emprunt plus élevés, ce qui va, par ricochet, provoquer une crise financière, explique [le Washington Times](#).

D'après Robert Bixby, directeur de la Concord Coalition, un groupe farouchement partisan de la « discipline fiscale », le prochain président américain devra prévoir des coupes budgétaires importantes pour réduire le déficit public, y compris dans le budget de la Défense, et augmenter considérablement les impôts. Et le responsable de souligner que la mise sous cloche de ces mesures sévères ne fait qu'aggraver la situation de jour en jour.

Ainsi, la classe moyenne américaine devra payer 750 dollars de plus chaque année, juste pour conserver le même niveau de dette publique.

[source](#)

Surprise (?) de la Fed concernant les taux d'intérêt



Adrian E. Ash
Bullion Vault

Publié le 18 juin 2015

Plus bas pour plus longtemps, si ce n'est à zéro pour toujours.

Surprise, surprise de la part de la Réserve fédérale américaine ce mercredi. C'est ce que l'on penserait si on observait aujourd'hui les marchés financiers. Les actions sont en baisse, le dollar a coulé et les obligations d'état se rétablissent un peu partout dans le monde.

Mais vraiment, la décision et le communiqué d'hier par la Fed étaient aussi choquant qu'une autre arnaque aux métaux précieux... visant des retraités... en Floride ([comme celle-ci](#), par exemple).

Ne faisant rien pour les taux, et ce pendant 79 mois de suite, la Fed a aussi fait allusion à une hausse de ceux-ci pour bientôt. Oui Mûsieur !

Pour la fin de l'année en fait. Faites attention ! Peut-être.

Mais l'équipe dirigeante de la Fed a aussi revu à la baisse leurs prévisions de plus long terme à savoir où seront les taux à Noël... pendant 2016... et au-delà.

Voyez par vous-même en [comparant les prévisions faites en juin 2014 avec celles de juin 2015](#).

La Fed avait tort avant, bien sûr. Mais alors qu'elle insiste sur le fait de ramener l'inflation vers l'objectif annuel des 2,0%, elle pense aussi que les taux d'intérêt resteront de plus en plus bas.

Septembre est maintenant la prochaine date butoir pour la première hausse. Est-ce que quelqu'un sera choqué si cela ne se faisait pas ?

« Plus bas pendant plus longtemps » commence à ressembler à « Zéro pour toujours ».

A la recherche d'un retour, n'importe quel retour, il est peu surprenant que les [investisseurs sur les marchés boursiers achètent d'abord](#), et posent des questions sur les modèles économiques et les profits plus tard ?

Une telle exubérance ne s'est jamais bien terminée pour la masse des investisseurs mais seulement pour les promoteurs des actions se retirant de la flottaison.

Cette fois-ci, cependant, la pile de dette à régler nécessaire pour pousser les prix des actions à la hausse est beaucoup plus large qu'en 2000 ou 2008.

Yellen et la Fed ont gagné une bataille.

Article important.

Bruno Bertez 19 juin 2015

Tout au long de ces derniers jours, nous avons insisté pour montrer que nous vivions une période exceptionnelle, une période clef ou charnière comme l'on veut. L'élément fondamental, central qui gouverne cette période c'est la tentative de régularisation, de normalisation, de la politique monétaire américaine.

C'est pour nous le paramètre historique. Il y en a un autre qui est à l'oeuvre, mais il est souterrain, c'est la dislocation de l'ordre mondial qui est en cours avec la déglobalisation et la multiplication des fissures géopolitiques. Maintenant, c'est au tour de la Macédoine de subir les secousses de la déstabilisation. Les Etats-Unis ont ouvert un nouveau « front de la guerre énergétique » contre la Russie.

Le reste, la question Grecque, la conjoncture économique, l'inflation, le chômage, le QE de Draghi, tout cela et beaucoup d'autres choses encore, est secondaire, c'est du bruit. La question Grecque en particulier n'est pour nous qu'un chiffon rouge utile: tout ce qui détourne l'attention de l'essentiel est utile. Pour être persuadé de ce que nous affirmons, à savoir le caractère majeur de ce qui se tente aux USA, il suffit de regarder les corrélations: il n'y a pas de sélectivité, ce sont les marchés US qui donnent le « la ».

La transition vers une tentative de normalisation des politiques monétaires se passe bien. Disons le tout de suite et clairement, c'est un beau travail. Les marchés financiers marquent une pause, mais ils sont et restent ordonnés. On prend en compte doucement, dans le calme, sinon dans la discipline, le nouvel intervalle de variation des taux d'intérêt. Les taux longs ont monté, beaucoup d'assets souverains se sont éloignés des taux Zéro ou négatifs, il

n'y a, à ce jour pas eu d'accident malgré la déroute sur les Bunds Allemands par exemple. Mine de rien, le 10 ans US est sorti de son « trading range » des derniers mois, il est passé au dessus des 2,30 et tout se passe bien. Le Nasdaq réussit même un plus haut historique, signe que l'appétit pour le risque, au moins le risque américain, reste important. Ailleurs, on s'en fiche...

Le pilotage est remarquable. Tout le monde sait ce que nous avons écrit ces derniers jours, « un jour ou l'autre, il y faudra qu'il y ait la baisse, on le sait bien. », mais l'habileté est telle que ce que l'on retient, c'est que la baisse ce sera pour plus tard, pour un autre jour. Pour l'autre jour.

Les régulateurs ont mis en forme la réalité de telle sorte que les marchés se sont ralliés à l'idée que le long terme n'est qu'une succession de courts termes, à l'idée que tout est dérivable, que le système est linéaire et que la non-linéarité, le tout ou rien, les ruptures, tout cela est banni. Bravo, c'est remarquable, digne de véritables sorciers.

Ils pilotent bien et ils ont bien entamé la construction de ce que nous avons analysé et décrit sous le nom de « mur de conviction ». Yellen a rajouté une pierre à ce mur la semaine dernière en révisant en baisse les perspectives, en réaffirmant les prévisions d'inflation insuffisante etc. Peu à peu plus personne ne va douter que la croissance va être durablement faible, du fait que l'inflation va rester durablement sous les 2% et c'est ce que veut la Fed, elle veut encadrer, borner les anticipations à l'intérieur d'un cadre, d'un espace qui lui convient. Dans ce cadre on a tout loisir de fluctuer, mais quand on arrive aux bornes, il faut les respecter et la balle revient à l'intérieur du terrain qu'ont désigné les responsables.

Réfléchissez bien, intégrez cette notion de mur de conviction, cette notion de fabrication d'un consensus, elle est déterminante pour comprendre les marchés.

A ce stade, contrairement à ce que disent les « contrarians », nous, nous disons : bravo l'artiste! Nous ne changeons rien à nos analyses logiques, celles qui sont incontournables, mais savons reconnaître l'habileté quand elle se manifeste avec autant de clarté.

En fait, c'est par commodité que nous qualifions la période actuelle de « période de normalisation ». Il n'y aura plus jamais de normalisation, au

sens de retour aux anciennes normes et pratiques historiques. Ceux qui rêvent de la Grande Réconciliation se trompent, nous l'avons souvent écrit et nous le répétons. Nous sommes dans un autre monde, nous n'en sortirons que par une rupture, c'est à dire par une brèche dans la linéarité. Nous n'en sortirons que lorsqu'il y aura une faille dans la toute puissance des illusionnistes.

L'épisode de 2008 n'a pas marqué la fin d'un monde, il a marqué une insuffisance, une imperfection qui, peu à peu, au fil des essais et erreurs sont en train d'être réparées. le nouveau monde se met en place, doucement, subrepticement , c'est un nouveau système. Un nouveau Système qui a appris, qui intègre les leçons des bévues précédentes

Dans un article précédent, nous avons analysé les propositions d'une personne de l'OCDE. Cet auteur tire les conclusions logiques et quasi automatiques des difficultés qu'à rencontré le Système, en particulier du côté du crédit. Les risques auxquels l'auteur fait allusion produisent des réflexions dans des directions qui ne sont que le prolongement des tendances précédentes: le crédit doit être rendu dévalorisable en continu, linéairement grâce à son report sur les marchés, il doit se rapprocher du statut des fonds propres, c'est à dire qu'il doit être bio-dégradable, Il doit s'ajuster, il doit permettre de découvrir la vraie valeur d'une promesse financière. Fini le fixe et les contrats, tout doit être désarrimé, désancré. Tout doit flotter. Le grand mot est lancé et ce n'est que logique depuis que les monnaies flottent: Tout doit flotter , libre comme l'air, n'être soumis qu'au souffle des Maîtres qui choisissent de les faire flotter plus ou moins haut selon leurs vues du moment. Tout doit flotter, plus rien de fixe, même pas la monnaie, même pas le cash cet invariant gênant que vous croyez posséder. Ce cash ne doit ne être qu'une créance bio-dégradable sur une banque. Il doit sortir du domaine de la souveraineté , du domaine des promesses souveraines et démocratiques.

[Fausses guerres et vrais héros](#)

19 juin 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

- Il ne se passe pas grand'chose dans le monde de la finance.

Et les guerres se poursuivent ! Nous ne sommes pas contre. Autant être contre les maux d'estomac : ça arrive qu'on le veuille ou non. Mais tandis que les vraies guerres sont glorieuses et crélines, les guerres zombie ne sont que

sordides et pathétiques.

Un article du *Wall Street Journal* nous annonce que l'ennemi de notre ennemi devient notre ami.

"Dans la guerre tripartite qui ravage la Syrie, la branche locale d'Al-Qaïda devrait-elle être considérée comme le moindre des maux, et être courtisée plutôt que bombardée ?

C'est l'opinion croissante de certains des alliés régionaux des Etats-Unis, et même de certains officiels occidentaux. Dans une guerre qui en est à sa cinquième année, durant laquelle 230 000 personnes ont été tuées et 7,6 millions déracinées, peu d'options restent ouvertes pour régler la crise".

Ce ne sont pas de vraies guerres. Il n'y a pas d'objectif réel, pas d'ennemi digne de ce nom et aucune vraie victoire. Ce sont plutôt des guerres zombie. Elles durent et durent... avec des changements de cibles et des alliances mouvantes.

Pourquoi ne gagnons-nous jamais ? Parce que trop de gens profitent de la défaite. Les médias, l'armée, les contractants, les politiciens, M. et Mme Tout-le-Monde, les dirigeants, le renseignement — tous ont été zombifiés.

Jon Basil Utley, dans le magazine *American Conservative* :

"Les Etats-Unis ne 'gagnent' pas leurs guerres parce que gagner une guerre est secondaire par rapport à d'autres buts. Gagner ou perdre n'a que peu de conséquences immédiates pour les Etats-Unis, parce que les guerres que nous lançons, des guerres de choix, ne sont pas d'un intérêt national vital ; perdre ne signifie pas être envahi ou voir nos villes détruites".

Au lieu de ça, les contrats sont renouvelés. Les promotions continuent d'arriver. L'argent coule à flot. Les politiciens se font élire. Et les zombies prospèrent.

Par certains aspects, ces guerres zombies valent mieux que de vraies guerres. Moins de gens se font tuer — du moins de notre côté.

Mais il doit être difficile pour un vrai soldat de mener une guerre zombie tout en conservant son amour-propre. Lorsqu'il passe devant la statue du maréchal

Ney, il baisse sans doute la tête, tout penaud.

▪ **Héros et combattant**

Ney — voilà un vrai combattant et un vrai héros. Sa vie est presque surnaturelle. Tant de batailles. Tant de fois à frôler la mort. Dans de courage brut, tant de panache... et si peu d'attention pour ses propres intérêts.

Il y a 200 ans hier, Ney menait son armée dans une campagne magnifiquement insensée. La force irrésistible de sa cavalerie lourde rencontra l'objet immobile des carrés britanniques — hérissés de baïonnettes — lors de l'affrontement final à Waterloo.

Parmi les centaines d'autres batailles et escarmouches durant lesquelles Ney a failli mourir, la campagne russe se détache. Il faisait partie des 300 000 soldats qui ont envahi la Russie... et des 10 000 qui en revinrent vivants.

Entre temps, il est allé jusqu'au bout — jusqu'à Moscou et retour — luttant contre l'ennemi et le froid. Il fut blessé une quatrième fois, au cou, à Smolensk puis fut à nouveau blessé à Leipzig. Durant la retraite, Ney commandait l'arrière-garde, alors que l'armée tentait désespérément de s'échapper. Les températures chutèrent jusqu'à -30°C. La nourriture disparut. Les chariots s'enlisaient dans la boue pendant la journée... et gelaient dans la boue durant la nuit.

Les soldats de la Grande armée furent fusillés, taillés en morceaux, affamés et congelés... se battant contre de féroces Cosaques et les troupes régulières russes... sur des milliers de kilomètres de territoire stérile. Et là, toujours en mouvement, se trouvait Ney — luttant, organisant, menant... poussant ses hommes à avancer tout en chargeant l'ennemi pour le faire reculer.

C'est Ney qui couvrit la retraite de la Berezina. Et c'est Ney qui fut le dernier Français en Russie. Napoléon le nomma "Prince de Moscou".

De retour à Waterloo, ce fut Ney qui chargea les canons britanniques et dispersa leurs défenseurs. Mais comment aurait-il pu savoir qu'il serait repoussé ? En quoi était-il à blâmer pour avoir manqué de saboter les armes anglaises, les rendant inutilisables pour le reste de la bataille ? Avait-il chargé trop tôt ? Aurait-il dû faire monter l'infanterie plus tôt ? Était-il responsable de la défaite ?

Une fois que les canons muets, une fois Napoléon de retour à Paris avec ce qui restait de son armée, les plaintes contre Ney se multiplièrent. Bonaparte

abandonna... et la guerre prit fin.

Le nouveau gouvernement, à nouveau aux mains des Bourbons, voulait la tête de Ney. Il fut reconnu coupable de trahison. Mais contrairement à David Petraeus, qui n'eut rien de plus qu'une tape sur la main pour avoir trahi les secrets de son pays, Ney fut condamné au peloton d'exécution.

Ney prit le commandement, comme il l'avait toujours fait à la tête de ses troupes :

"Camarades, tirez sur moi et visez juste !"

Chine, or, FMI : un grand mouvement est en marche...

19 juin 2015 | [Matt Insley](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ En 2014 deux grands mouvements macro ont eu un effet important sur le dollar américain et le secteur des ressources.

D'abord l'euro a fortement chuté.

La Zone euro ayant du mal à se relever de la crise de 2008, la Banque centrale européenne a commencé à imprimer de la monnaie. Année après année, l'euro a chuté de plus de 15%. Pour une monnaie, c'est là un GRAND mouvement.

Le second grand mouvement macro a été la forte chute des prix du pétrole. Avec l'OPEP qui est rentrée dans un scénario de guerre du pétrole, les robinets saoudiens ont été grands ouverts et le prix du pétrole a chuté de plus de 50%. C'est là un mouvement inimaginable pour le pétrole.

En 2015, un grand mouvement macro est en marche — et je vous conseille de vous y préparer...

En 2015, un grand mouvement macro est en marche — et je vous conseille de vous y préparer...

Je parle de la grande histoire entre la Chine et le FMI. Mais auparavant, revenons un peu sur les bases de cette énorme histoire actuellement en cours.

▪ **Une nouvelle "devise" de réserve mondiale**

L'économie chinoise traverse quelques passes difficiles. Pendant des années, les Chinois ont eu pour objectif que leur monnaie fasse partie de l'équation mondiale. Au lieu d'être une économie d'exportation avec une monnaie bon

marché, les Chinois cherchent à devenir une économie de consommation intérieure avec une monnaie à la juste valeur.

Ce n'est pas une tâche facile.

Une étape clé de ce processus est liée au Fonds monétaire international (FMI.) Ce club des pays développés est *de facto* l'autorité sur les marchés monétaires mondiaux. De même que le dollar américain est considéré comme la monnaie de réserve mondiale, c'est bien le FMI qui établit les règles du jeu mondial des monnaies.

*C'est le FMI qui a créé
l'idée des Droits de tirage
spéciaux ou DTS*

Et c'est le FMI qui a créé l'idée des Droits de tirage spéciaux ou DTS.

Les DTS ont été créés par le FMI en 1969 pour soutenir le régime de changes fixes du système de Bretton

Woods. Tout pays qui participait à ce système avait besoin de réserves officielles, sous forme d'or et de devises étrangères largement acceptées, détenues par les Etats ou les banques centrales. Ces réserves pouvaient être utilisées pour acheter la devise du pays sur les marchés de change étrangers, en fonction des besoins pour maintenir son taux de change.

Mais l'offre internationale de deux actifs de réserve clés — l'or et le dollar américain — n'a pas été suffisante pour soutenir l'expansion du commerce mondial et du développement financier. Par conséquent, la communauté internationale décida de créer un nouvel actif de réserve international sous les auspices du FMI.

Donc, si l'on suit bien, le dollar américain est la réserve de monnaie mondiale. Mais via le FMI, il existe également un panier secondaire de devises comprises dans les DTS. Parmi ces monnaies se trouvent l'euro, le yen, la livre et le dollar américain.

Ce petit rappel historique ayant été établi, nous verrons lundi ce que cela implique pour 2015...

Grèce : entre culpabilité, honte et salissure morale.

Posté le 18 juin 2015 par Bruno Colmant

Si, d'aventure, la Grèce quitte la zone euro, nous serons honteux.

Profondément honteux.

Fugacement apaisés, mais rongés de culpabilité.

Ce projet politique de monnaie unique, sans aucun fondement économique satisfaisant, devait apporter la croissance.

C'était l'héritage de la jeunesse des années soixante devenue mature.

Pas celui des vieux patriciens qui dirigent le continent.

Car qui sont ces gens qui nous dirigent sans aucun sens de l'histoire ?

Sans comprendre que c'est dramatique d'avoir plongé tous les pays du Sud dans un chômage inextricable et la moitié de sa jeunesse sans emploi ?

Comprennent-ils qu'ils deviennent les censeurs d'une histoire qui leur échappe ?

Et si une monnaie ne doit pas découler d'un acte politique, mais d'un alignement économique qui était inexistant, c'est justement aujourd'hui qu'il faut considérer l'euro sous l'angle de la politique, et pas de l'exclusive économie.

Lors de cette crise, le premier réflexe fut d'assouvir la jeunesse à l'austérité et à la rigueur.

Dans les pays du Sud, elle tomba au champ d'honneur de la monnaie, qu'on voulait forte au détriment du travail qu'il fallait appauvrir.

C'est Bernanos qui avait raison quand il suggérait que tous les vingt ans, la jeunesse pose aux vieillards une question à laquelle ils n'ont pas de réponse.

Je le dis paisiblement : le Nord de l'Europe sortira sali d'une sortie de la Grèce de l'euro.

Fallait-il une déflation pour sauver l'euro ?

Posté le 18 juin 2015 par Bruno Colmant

Je me suis souvent demandé ce qui avait poussé les dirigeants de l'Union Européenne et de la BCE à mettre en œuvre, pendant 3 ans et contre toute logique économique, de manière synchrone, une politique budgétaire restrictive (c'est-à-dire l'austérité, qui trouve son aboutissement dans le Pacte de Stabilité et de Croissance) et une monnaie trop forte, reflétant une politique monétaire contractée (à laquelle on a dû finalement renoncer).

Peut-être que la réponse se trouve dans le risque d'effondrement de la

monnaie, qui était plus important que nous le pensions.

Il a fallu renforcer l'euro pour lui assurer la fonction de monnaie de réserve. Il a fallu créer une déflation pour sauver la monnaie.

La crédibilité de l'euro a été garantie au travers d'un ajustement négatif sur l'économie réelle. Le symbole monétaire a donc dominé le facteur de production travail.

Mais, aujourd'hui, la Grèce donne un signal inverse.

Modeste proposition pour que l'on ruine mieux le public. Une proposition de l'OCDE

Bruno Bertez 18 juin 2015

Nous l'attendions depuis longtemps ce plaidoyer ! Depuis le début de la dérégulation, d'abord, puis dès le lendemain de la Grande Crise Financière ensuite. La dérégulation ne peut « marcher » que si il n'y a pas de fuite, si on ne peut sortir du Système de John Law. Il faut, pour que la dérégulation ne conduise pas à des crises périodiques comme celles que l'on connaît à répétition, que le monde des assets financiers soit clos. Qu'il n'y ait pas de possibilité d'en sortir. Il faut unifier le champ des assets financiers, tout mettre en packages, que les assets ne diffèrent entre eux que par le couple risque/rendement. C'est ce que nous avons diagnostiqué en son temps, lorsqu'en France sous Bérégovoy on avait réfléchi sur la question.

La dérégulation visait à « booster » la croissance et le taux de profit en supprimant les limites à l'endettement. Il fallait remplacer les blocages des revenus et des cash flows insuffisants par la dette et d'autre part réduire les risques du secteur bancaire contraint par l'insuffisance de ses capitaux propres. d'où l'idée de transférer la dette sur les marchés, l'idée de la transformer en securities cotées.

Le problème du crédit c'est que c'est un contrat qui ne se dévalorise pas avec les difficultés économiques, avec l'insolvabilité. Bref le crédit est ce que l'on appelle du « fixe » sur du « variable ». Donc le crédit est enclin aux crises périodiques puisque par définition l'économie et les valeurs qui lui sont attachées sont fluctuantes. Le secret pour boucler la Great Experiment, c'est de tout rendre variable et de fermer le système. Tous prisonniers, et les uns, s'ajustent sur les autres. La variabilité est automatiquement réalisée en

continu sur les marchés. Si les assets , si les créances ou le crédit empaqueté vaut moins, son prix sur le marché chute. L'idéal serait de tout transformer en fonds propres, on n'y est pas encore, mais on y est presque avec l'unification, la banalisation du champ des assets financiers, actions, bonds, crédit.

Ainsi quand les taux vont monter , c'est à dire bientôt, la valeur des créances anciennes, la valeur des droits anciens sur les cash flows, cette valeur, sur les marchés, va chuter. Ainsi sera réalisée l'adéquation entre ce qui est dû et ce que l'on peut payer dans les conditions nouvelles. Si, lors de la première crise Grecque, on avait fait ce qu'il fallait faire, c'est à dire entériner la baisse de valeur des dettes de la Grèce en prêtant à un organisme quelconque de quoi racheter les dettes dépréciées, il n'y aurait pas eu d'impasse comme on en connaît maintenant. Mais on ne l'a pas fait car, à l'époque, c'étaient les banques qui portaient les créances et elles auraient « sauté » , puisqu'elles auraient dû comptabiliser leurs pertes. On a préféré prêter soit-disant à la Grèce pour que les banques fassent leur plein.

La fonction des marchés est de déprécier, dévaloriser ce qui vaut moins objectivement, La fonction des marchés est de découvrir les vrais prix, d'ajuster , d'euthanasier. On va s'en apercevoir d'ici quelque temps. Dans un mois, dans un an ou plus , peu importe. L'autre choix serait de détruire la monnaie, mais c'est un peu dangereux, ou trop tôt.

Donc les marchés collent du variable sur du fixe et c'est leur fonction : ajuster. On ne peut émettre des promesses financières, du crédit sans limite que si on est capable de le déprécier sans crise. Sans rupture, en continu.

Greenspan a eu l'analyse correcte quand dans une conférence nous l'avons entendu dire que la crise venait du fait que le risque n'avait pas été disséminé, on n'avait pas suffisamment déversé le risque sur les marchés , entendez par là, sur vous, sur vos institutions de retraite, de prévoyance. Bref on n'a pas assez socialisé, déversé sur le collectif, sur le contribuable, sur l'épargnant. Si on l'avait fait avant, il n'aurait pas eu de crise, il a donc fallu le faire après.

Dans son analyse cette insuffisance de la dissémination est une aberration, et les propriétaires des banques n'ont pas fait ce qu'ils devaient faire : ils ont accepté que les banques dont ils étaient propriétaires gardent le risque pour elles, le nourrissent au lieu de se contenter de percevoir les commissions. Elles ont créé des SIV, des véhicules pour stocker le risque par avidité. Les

actionnaires ont accepté que les banques portent le risque au lieu de le vendre, au lieu de le refiler et de le « disséminer ». En fait les dirigeants des banques et les propriétaires n'ont rien compris au Système. Ils croient que le capitalisme peut monter jusqu'au ciel. Ils ne comprennent pas le paradoxe radical de la capitalisation. Le paradoxe du grain de blé sur l'échiquier. Voilà le fin mot de l'affaire. Ils n'ont pas été assez cyniques, ils ont été trop gourmands. D'autres ont été plus intelligents, ils ont vendu le risque à découvert et on fait des fortunes, ils ont réalisé ce que les banques auraient du faire. C'est l'une des fonctions des dérivés que de disséminer, de répartir le risque sur l'ensemble de la société et ceci n'est pas toujours bien compris. Il n'y a pas d'assureur dans le Système, l'assureur, c'est « l'autre », celui à qui on repasse le mistigri de la perte, de la dévalorisation.

La proposition de l'OCDE tire les conséquences de l'anomalie qui consiste à mettre du fixe sur du variable, il faut basculer beaucoup plus, sinon tout, sur les marchés. Et ainsi combler la faille structurelle du Système en institutionnalisant la dissémination et ce que nous appelons la bio-dégradabilité des actifs financiers. Leur valeur fixe, ce que nous appelons également « le mort », ne doit plus faire obstacle à la marche du « vivant ». Accessoirement, on réduira les besoins en capitaux propres des banques, ainsi on montera leur rentabilité relative.

Nous le répétons, cyniquement, il faut mieux utiliser la fonction de destruction des marchés financiers, elle est secrète, cachée, mais elle est essentielle. Elle est irremplaçable sauf par les crises ou l'inflation accélérée.

Lisez le rapport, c'est un chef d'oeuvre : il préconise exactement, à mots couverts ce que nous mettons en pleine lumière. En fait, le rapport pourrait aller plus loin, mais alors les choses deviendraient trop claires... Ce qui agit, dans nos sociétés, doit rester caché, C'est comme notre inconscient, il n'est notre maître que si nous n'y avons pas accès, tant qu'il n'est pas dévoilé.

Il faut produire une hausse de 10% de la capitalisation boursière pour fabriquer 0,2% de progression du GDP ! C'est la stimulation/régulation par les bulles. Ah les braves gens !

« Le développement du financement sur le marché boursier stimule la croissance, alors que le recours excessif au crédit bancaire fait peser de nombreux risques à long terme sur l'activité, estime l'OCDE dans un rapport portant sur « la finance et une croissance inclusive » dévoilé mercredi.

Les effets de la capitalisation boursière sur la croissance

Selon les calculs effectués par l'organisation, « une hausse du crédit bancaire de 10% du PIB se traduirait par une baisse de 0,3 point de la croissance du PIB » dans la plupart des pays de la région. En revanche, « une hausse de la capitalisation boursière de 10% du PIB est associée à une progression de 0,2% du PIB ». « Nous ne faisons pas l'apologie de la finance dérégulée, nous plaidons pour une forme d'équilibre entre les différentes sources de financement de l'économie », prévient toutefois la chef économiste de l'OCDE, Catherine Mann, dans une interview accordée au 'Monde'.

Une merveille de penser-faux avec une touche de démagogie.

D'ailleurs, le rapport montre également que le système boursier est actuellement très inégalitaire et permet seulement aux plus aisés d'en profiter. Ceux-ci « peuvent emprunter (et empruntent) davantage et recueillent une plus grande part des fruits de l'essor des marchés boursiers », écrit l'OCDE. « De même, le secteur financier verse des salaires plus généreux, supérieurs à ceux perçus par des salariés au profil similaire dans le reste de l'économie, ce qui amplifie les inégalités de revenu », ajoute l'organisation.

L'OCDE recommande donc d'engager une refonte du système, en utilisant notamment des instruments macro-prudentiels pour « empêcher une expansion excessive du crédit ». Il s'agirait également de réduire les subventions explicites et implicites aux institutions financières « trop grandes pour faire faillite », et de les affecter à la réduction des inégalités.

BFM du 17 mai 2015 – Pétrole et Route de la Soie

Juin 19, 2015/ par [Les Econoclastes](#)

Pétrole

La question du pétrole, même si elle est moins débattue ces temps-ci est toujours bien présente.

Si la réunion des pays de l'OPEP a débouché sur une stabilisation de la

production de ces pays, « **il reste à savoir ce qui va réellement se passer au niveau de la production des pétroles de schiste aux Etats-Unis.** »

« On est toujours dans une situation d'excès pour l'instant, mais le marché fait le pari que cet excès va se résorber. »

Pour Benjamin Louvet, le scénario est probablement une baisse à court terme puis une remontée des prix du pétrole suite aux problèmes financiers des entreprises américaines dans ce secteur.



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/focus-sur-le-marche-des-matiere-premieres-benjamin-louvet-1706-560997.html>

La Route de la Soie

Le deuxième point d'attention concerne la Chine, qui désire recréer la Route de la Soie (*Silk Road*). Ce vaste programme d'investissement a pour but de reconnecter l'Asie, l'Europe et l'Afrique en passant en grande partie par la Russie.

L'intérêt est le suivant : aujourd'hui le transport de marchandise se fait par voie maritime en passant par le Golf Persique puis le canal de Suez pour arriver en Méditerranée. **« Ca prend à peu près trois semaines. Quand vous ne pouvez pas passer par le canal de Suez parce que votre bateau est trop gros, vous êtes obligé de faire le tour de l'Afrique c'est encore plus long. »**

Le but de la Route de la Soie est donc de raccourcir considérablement ce temps de transport grâce à **« une ligne de chemin de fer qui partirait de Shanghai et irait jusqu'à Anvers. On parle d'une ligne qui ferait pas loin de 18 000 km et qui permettrait de faire le trajet en 7 jours. »**

« Ca veut dire un gros chambardement au niveau financier »

L'intérêt serait double pour la Chine. D'un point de vue commercial tout d'abord, mais aussi financier. En effet, les pays émergents dont la Chine ont accumulé de grosses réserves de capitaux étrangers. L'intérêt d'un tel projet serait de pouvoir utiliser ces capitaux pour les injecter dans des sociétés nouvelles en charge des travaux d'infrastructure nécessaires au développement de cette Route de la Soie 2.0.

« Il y a quasiment 50 milliards qui vont être investis dans les premiers projets et l'idée est de rendre ces réserves de change productives et de développer un commerce et de développer une économie. » La conséquence financière serait que les pays occidentaux verraient arriver moins d'argent pour financer leur dette.

De plus, pour faire face à ce projet colossal les chinois remettent **« sur le devant de la scène l'or. Les rumeurs parlent de 3500 tonnes de réserve et non 1000 tonnes officiellement. »**

« Dans le cadre de la Route de la Soie la Chine a mis l'or au cœur de ses préoccupations. »

« Cela se matérialise par la montée d'un fond qui s'appelle le *Silk Road Gold Fund* [...] doté de 100 milliards de yuans, 16 milliards de dollars pour investir dans les pays qui sont le long de cette Route de la Soie et qui ont des réserves d'or prouvées et qui voudraient développer l'exploitation de ces réserves d'or. »

Grèce : les banques bientôt à cours de liquidités ?

Blog d'Olivier Berruyer Source : Romaric Godin, La Tribune, 19/06/2015

Selon Reuters, la BCE n'est "pas sûre" que les banques grecques puissent rouvrir lundi. La Banque de Grèce devrait demander une élévation d'urgence du plafond de la liquidité d'urgence, mais le pays est menacé d'une "course aux guichets."

La réunion de l'Eurogroupe de ce jeudi 18 juin s'est achevée comme prévu, sans accord avec la Grèce. Mais si cette issue était prévisible, les événements ne s'en sont pas moins accélérés dans les heures qui ont suivies la fin des discussions. Selon Reuters, citant notamment Benoît Coeuré, membre du

directoire de la BCE, l'institution de Francfort n'est « pas certaine que les banques grecques pourront ouvrir lundi. » La rapidité des retraits aux guichets devient désormais si inquiétante que les banques helléniques pourraient rapidement arriver au bout de leurs possibilités.

Les banques grecques sans liquidités lundi ?

Mercredi, la BCE avait accepté de relever une nouvelle fois le plafond de liquidité accordé aux banques grecques dans le cadre du programme d'urgence ELA, qui est la dernière réelle façon pour les banques grecques de se refinancer dans l'Eurosystème. Mais ce relèvement avait été minime : 1,1 milliard d'euros de plus pour la semaine à venir. Or, parallèlement, la perspective d'une absence d'accord avec les créanciers et d'un défaut sur le FMI le 30 juin – encore renforcée par les déclarations de la Christine Lagarde sur l'absence de “période de grâce” – inquiètent les Grecs qui redoutent à juste titre la mise en place de contrôle des capitaux, de mesures restrictives de retraits aux guichets, voire une sortie de la zone euro. Mercredi, 950 millions d'euros avaient ainsi été retirés des comptes grecs, ce jeudi le chiffre d'un milliard a été évoqué. Avant la réunion de l'Eurogroupe, l'agence Bloomberg évoquait le chiffre de 2 milliards d'euros restants dans les caisses des banques grecques. Au rythme de mercredi et jeudi, les banques pourraient donc dès dimanche se retrouver à court de liquidité. Du reste, selon le journal grec Proto Thema, la Banque de Grèce réclamera vendredi 19 juin un relèvement du plafond du programme ELA d'urgence à la BCE.

Bank Run dès ce vendredi ?

A l'issue de l'Eurogroupe, Yanis Varoufakis, le ministre hellénique des Finances, a repoussé les rumeurs sur les banques grecques, mais la BCE n'a pas officiellement démenti l'information qui a été confirmée par « deux officiels européens » à Peter Spiegel, journaliste du Financial Times. Une façon de faire planer la menace sur les déposants grecs. La Grèce est donc clairement dès ce vendredi 19 juin menacée d'un « Bank Run », d'une course aux guichets où chacun tentera de mettre à l'abri ses dépôts. Désormais, c'est à la BCE de décider si elle entend apaiser ce risque en relevant, en dehors des délais habituels (chaque mercredi) le plafond de l'ELA ou si elle ne fait rien pour stopper les craintes des déposants helléniques. Dans ce dernier cas, elle prendra naturellement une décision très politique en plaçant une pression

extrêmement forte sur le gouvernement grec pour qu'il accepte les conditions fixées par les créanciers.

Réunion d'urgence du conseil européen lundi 22 juin

Où en sont les négociations ? C'est extrêmement difficile à dire. Certaines informations indiquent que Yanis Varoufakis est venu avec de nouvelles propositions [qu'il a posté sur son blog](#) et qui ont encore été repoussées par les créanciers. Le commissaire européen Pierre Moscovici a, pour la troisième fois de la journée, répété que « la balle était dans le camp de la Grèce. » Il a invité Athènes à « rejoindre la table des négociations sérieusement. » Le président du conseil européen Donald Tusk a convoqué un conseil européen d'urgence sur la Grèce lundi 22 juin et c'est sans doute là que se jouera l'avenir de la Grèce, même si Jeroen Dijsselbloem, le président de l'Eurogroupe, a indiqué qu'il pouvait convoquer un Eurogroupe « avant lundi » si nécessaire. Bref, un accord serait encore possible.

Choix du gouvernement grec

Mais cette convocation rapide montre très clairement que les créanciers espèrent désormais que la pression sur les banques grecques sera suffisante pour faire céder le gouvernement grec sur ses deux dernières « lignes rouges » : la réduction de 1,8 milliard d'euros des pensions versées aux retraités et une hausse équivalente de la TVA. Un bank run serait une aubaine pour les créanciers, car il lui permettrait de casser la résistance hellénique. L'apparition de rumeurs si opportune à le déclencher sur le montant des liquidités disponibles dans les banques ce jeudi soir n'est peut-être pas un hasard. Si après la diffusion de ces informations, comme cela est probable, les banques sont prises d'assaut ce vendredi en Grèce, même la BCE pourrait être prise au dépourvu. Et le relèvement du plafond du programme ELA – on évoque le chiffre de 3 milliards d'euros – pourrait ne pas être suffisant pour calmer les craintes des déposants jusqu'à lundi. Le gouvernement grec devra alors se décider rapidement : soit jeter l'éponge et capituler devant les conditions des créanciers, soit prendre des mesures de contrôles des capitaux forcément impopulaires. Le gouvernement a parlé de plan de « déstabilisation financière. » Mais il reste une réalité : la Grèce ne tient désormais plus qu'à un fil dans la zone euro et le gouvernement Tsipras se trouve face au choix le plus difficile de sa courte existence.

Le psychodrame grec touche à sa fin

Jean-Jacques Netter, Institut des Libertés 18 juin 2015

La situation grecque et le mini krach obligataire ont entraîné une baisse de tous les indices cette semaine. On voit bien que la liquidité des marchés devient préoccupante. Le renforcement de la régulation bancaire, la loi Dodd-Frank en particulier aux Etats Unis, mais aussi Basle 3, Solvency 2 en Europe aboutissent au fait que dans les périodes de turbulences, il n'y a plus de contrepartie. Le vendeur se voit confronté à des intermédiaires qui ne prennent pratiquement plus de positions pour assurer la liquidité des marchés. Les conséquences de cette situation ont été très bien décrites par *Stephen Schwarzmann CEO de Blackstone* dans un article du Wall Street Journal de la semaine dernière. Son papier était intitulé « Comment la prochaine crise financière va arriver »

Les sujets d'inquiétude ne manquent pas entre la sortie de la Grèce de l'Euro, la sortie de la Grèce de l'Europe, la remontée des taux aux Etats Unis, l'explosion du Moyen Orient....

Il est encore difficile de prévoir l'issue du psychodrame qui se joue entre Athènes et ses créanciers depuis des mois. Au lieu de pratiquer la théorie des jeux dont Monsieur Varoufakis est paraît il un grand spécialiste académique, il vaudrait mieux poser les bonnes questions et tenter de leur trouver une réponse : 1/ La Grèce étant totalement incapable de rembourser l'argent qu'elle a emprunté. Il faut savoir contre qui et dans quelles proportions elle fera défaut : les citoyens grecs, l'Union Européenne, les porteurs privés d'obligations grecques, le FMI, la BCE.... 2/ Le lien entre le défaut et la sortie de l'Europe n'est pas automatique. Le pays pourrait sortir de l'Euro sans quitter l'Europe.... 3/ dans tous les cas de figure il faut une préparation quasi militaire du calendrier : contrôle des changes, fermeture temporaire des frontières, recapitalisation dans la nuit du capital des banques grecques, impression de nouveaux billets etc...

Neuf investisseurs sur dix n'ont aucune exposition en Chine

Ce qui se passe de plus important a lieu en ce moment Chine.

Le financement des infra structures permettra à la Chine de redevenir un empire. Le financement des nouvelles routes de la soie permettra d'y arriver. La voie ferrée Chongqing Duisburg en Allemagne permettra de faire parvenir

un container de Chine en Europe en cinq jours. La voie maritime consistera à construire un réseau de ports très bien équipés (Sanya, Hambantoa, Gwadar...) qui aboutiront au Pirée en Grèce...

Sur le plan militaire, Pékin place ses pions pour s'imposer comme la puissance dominante de la région. Il s'agit pour eux de bien le montrer au Japon et aux Etats Unis. Le pays avec un budget de défense de 175 Md\$ cette année, est devenu le troisième exportateur d'armes du monde. Le nouveau chasseur J-31 a vocation à être très rapidement exporté. Le missile Advanced FD-2000 a été acheté par la Turquie et le missile Grad WS-1E par l'Iran. Enfin après le « Liaoning » la Chine a mis en chantier son second porte avion.)

Sur le plan financier, on va assister à une libéralisation des marchés financiers. L'internationalisation du Renminbi qui devrait prochainement en novembre intégrer les Droits de Tirage Spéciaux. Les taux chinois encore élevés (au dessus de 4% pour les obligations à 30 ans) vont baisser, ce qui sera très favorable aux obligations chinoises. L'obligation à 30 ans chinoise rapporte du 4,25%... On est dans la mâchoire du crocodile. Il n'y a pas beaucoup d'endroits dans le monde où on peut encore obtenir une rentabilité de 4 à 6% avec une volatilité de 3% !

Le marché action devrait encore monter, car les marchés vont progressivement se substituer aux banques pour financer l'économie chinoise. Le marché action est poussé par le gouvernement. La Chine c'est 15% du PIB mondial mais pratiquement rien dans les indices. La Chine ne représente que 2,72% de l'indice mondial MSCI All Countries

Bien évidemment tout cela ne se fera pas en ligne droite, trois faillites d'entreprise ont déjà eu lieu de puis le début de l'année dont une détenue par le gouvernement. Le niveau de spéculation des 100 millions de chinois qui achètent des actions est très important, mais le gouvernement a besoin d'eux.

Dans les bulles il y a celles qui ont été financées par les marchés (= la technologie en 2000) Celles qui sont financées par les banques (= les « subprime » en 2007-2008). On vient probablement de voir débiter une bulle d'anthologie qui pourrait ressembler à celle sur le Japon dans les années 80. A l'époque le poids des actions japonaises est passé de 8% dans les indices à 45%. Une bulle touche à sa fin quand tout le monde en a ce qui n'est pas du tout le cas en ce moment....

François Hollande affirme une ligne social démocrate mais ne fait toujours rien de cohérent

En France, Parmi les événements importants peu commentés cette semaine, il y a la décision du « New York Times » de quitter Paris où son prédécesseur le « International Herald Tribune » était depuis 1967, pour aller s'installer à Londres. Les dirigeants du journal estiment que les conditions dans lesquelles on peut gérer un quotidien numérique ou traditionnel sont nettement moins bonnes qu'au Royaume Uni. Les conventions collectives, le droit du travail, la non flexibilité des effectifs aboutissent au fait que les coûts à Paris sont les plus élevés parmi les pays développés. Tout est dit une fois de plus. Toutes les études réalisées complaisamment par les consultants sur l'attractivité de la France n'y changeront rien. On est toujours dans les petites mesures de contournement...

Pour que les entreprises décident d'engager des collaborateurs, il leur faut plus de commandes donc plus de croissance et moins de dépenses publiques et surtout un droit du travail plus souple qui permet d'ajuster les effectifs d'une entreprise en fonction de son plan de charge.

Au lieu de s'employer à mettre en place de vraies réformes, le gouvernement continue de guetter le retour de la croissance comme on attendrait Godot. Il continue par ailleurs de harceler les propriétaires qui ont investi dans l'immobilier pour financer eux-mêmes la retraite qu'ils n'auront pas. Le plafonnement des loyers entrera en vigueur le 1^{er} août à Paris. C'est la première fois depuis 1948 qu'une limite exprimée en Euros par mètre carré est imposée aux bailleurs !

Les petites entreprises sont une fois de plus pénalisées par des députés qui n'ont jamais mis les pieds dans une entreprise. Les commerces de moins de onze salariés devront obtenir l'accord des employés pour ouvrir le dimanche. Rien de sérieux n'est entrepris pour simplifier le Code du Travail...

[La prise de pouvoir de la finance sur l'économie](#)

par [Eliane Jacquot](#) mercredi 17 juin 2015 , Agoravox

L'origine de la mutation de la finance remonte aux années 1970, moment au cours duquel sous l'influence de " L'École de Chicago" naît une utopie, voire un dogme, basé sur un postulat sans aucun fondement scientifique, celui de

"Efficience des Marchés financiers"(1)

La dictature des Marchés Financiers

Dès les années 1980, les marchés s'imposent au détriment du système bancaire, à partir d'un grand mouvement de dérégulation orchestré par les États-Unis et suivi par l'ensemble des pays occidentaux. Ce sont les pouvoirs publics qui ont encouragés cette déréglementation motivée par la croyance implicite en la rationalité des agents économiques. Cette expansion a été accélérée par la révolution des technologies de l'information, instaurant une finance virtuelle et sans frontières. C'est donc la finance, et non pas l'économie qui a confisqué à des États consentants une grande partie de leurs pouvoirs.

Pourquoi nos sociétés tolèrent-elles une monopolisation des ressources et des richesses économiques , qui sont des biens réels, par une finance de marché créant, à partir de modèles mathématiques sophistiqués, des produits dérivés, volontairement complexes et d'une grande opacité, devenus incontrôlables ? Ce phénomène a créé au cours des dernières années une suite ininterrompue de bulles spéculatives sur les devises, les matières premières, les valeurs internet, les marchés émergent, le Japon, l'immobilier. Et cette financiarisation à outrance de l'économie provoque ces bulles destructrices de valeur tout en parasitant l'économie réelle.

Soulignons ici que le marché des flux financiers électroniques représente actuellement 25 fois la production mondiale de richesses.

Le Shadow banking , ou " système bancaire de l'ombre" regroupe un ensemble d'acteurs, affranchis de toute réglementation bancaire, qui ont la possibilité de transformer des dépôts à court terme en placements à long terme en utilisant les leviers de l'endettement (fonds spéculatifs, fonds d'investissements, private equity...). Et ces activités qui ont joué un rôle déterminant dans la propagation de la crise financière de 2007, augmentent régulièrement leurs encours, en échappant à la supervision prudentielle, donc à tout contrôle.

Nous nous devons de remettre en question ce nouveau modèle centré autour des marchés financiers, devenus un univers numérique, purement virtuel. La spéculation qui consiste à prendre des paris sur l'évolution d'actifs physiques

(pétrole et autres matières premières...) n'est qu'un casino gigantesque qui crée des profits artificiels sans aucun lien avec la réalité économique et sociale du monde.

Dans un essai percutant publié en 2012 "Les sept plaies du Capitalisme", Henri de Bodinat nous interpelle :

" L'argent scintille, hypnotise ceux qui en ont et ceux qui n'en n'ont pas ... L'argent est le nord de toutes les boussoles déboussolées, le nord de l'humanité ... c'est une drogue dure dont l'esprit ne sort pas vivant ."

Car le dogme ultra libéral incite à envisager une mise en équation du monde par l'intermédiaire des marchés financiers.

Nous savons que le capitalisme, né avec l'essor des marchés internationaux, est historiquement porteur de liens étroits entre la dynamique du marché et de la concurrence, les États qui le contrôlent et la démocratie qui l'inscrit dans un projet collectif de vivre ensemble . Or récemment, les États occidentaux et la France en particulier, ont utilisé les ressources considérables accumulées au cours des Trente Glorieuses, pour recruter massivement des fonctionnaires, effectuer un grand nombre d'investissements inutiles ou improductifs, saupoudrer en vain de subventions des industries déclinantes (Sidérurgie) et intervenir de façon inopportune dans le tissu industriel.

Les valeurs du néolibéralisme instaurant une concurrence effrénée à caractère mercantile, ont précipité la régression des pouvoirs publics et des États - Nations au profit de la financiarisation et de la globalisation comme uniques vecteurs de la prospérité économique. Dans un tel contexte, la crise de 2008 a mis en évidence, parmi les pays européens, la supériorité des nations qui se sont montrées disciplinées, économes, et qui ont su réformer leur système social (Pays Scandinaves).

Telle est la nouvelle économie du XXIème siècle, mondialisée, surfinanciarisée et de plus en plus virtuelle.

Manifeste pour une économie pluraliste

Dans cet environnement, il semble urgent que l'économie entre en dialogue et en interaction avec les autres sciences sociales : droit, histoire, sociologie, sciences politiques... La crise de 2008 a remis en cause de nombreuses

théories économiques et montré la nécessité de proposer des alternatives. En réalité, l'avenir est ouvert, et nous sommes à présent au fait que les erreurs commises par les économistes dans leurs prévisions ne se réduisent pas à de simples débats académiques, mais peuvent entraîner des conséquences politiques et sociales dramatiques.

C'est dans ce contexte, qu'en France, un collectif d'économistes hétérodoxes, dont le chef de file est André Orléan, au sein de l'Association Française d'économie Politique (AFEP), porte un projet depuis 2010 au nom du nécessaire pluralisme de l'économie en tant que science sociale, qui gagnerait à être moins modélisée/mathématisée.

Ils ont publié, au cours de ce mois de Mai 2015 un ouvrage, sous la forme d'un cri d'alarme, intitulé : " A quoi servent les économistes s'ils disent tous la même chose ? Manifeste pour une économie pluraliste "Ed, les liens qui libèrent,

et mis en ligne une pétition qui a déjà réuni plus de 5000 signatures dont celles de Michel Aglietta et Edgar Morin. Ils souhaitent mettre un terme au règne de la pensée unique néoclassique en économie. Ils plaident afin que leur discipline devienne pluraliste et s'intègre plus largement dans le champ des Sciences Sociales, car la connaissance économique ne progressera qu'à l'aide de débats contradictoires, et non pas seulement sous le seul règne des systèmes financiers. D'autre part, le pluralisme dont ils sont les garants, devrait permettre à la sphère politique de retrouver sa place et sa légitimité perdues .

Plus largement, les questions fondamentales auxquelles aucune réponse pertinente n'a encore été donnée, nous semblent être les suivantes :

Remettre la finance au service de l'homme et de l'économie,

Revenir aux fondamentaux en moralisant de nombreuses dimensions de la sphère financière dans la recherche de prospérité réelle, le système financier y retrouvant son rôle premier : **allouer efficacement le capital à l'investissement.**

Il conviendrait enfin que des États responsables et des organisations mondiales dont le FMI et l'ONU encadrent la liberté du marché par la régulation et le contrôle de ses acteurs.

NOTES :

(1)"Dans un marché efficient, la concurrence entre de nombreux investisseurs intelligents conduit à une situation où, à tout instant, le prix effectif d'un titre est une bonne estimation de sa valeur intrinsèque", disait Eugène Fama en 1970 et depuis ce temps là l'efficience a été proclamée comme étant la proposition économique ayant les fondements empiriques les plus solides !

L'Euro est-il soluble dans les Etats-Unis?

Par Jacques Sapir · 19 juin 2015

Alors que l'on se rapproche de plus en plus de l'hypothèse d'un défaut de la Grèce, deux lignes d'arguments commencent à être développés par les eurolâtres de tout poil : la « catastrophe » qu'une sortie de l'Euro entraînerait pour la Grèce, mais aussi, plus subtilement, le fait qu'une telle sortie, affaiblissant, voire compromettant la survie de l'Euro, ferait en réalité le jeu des Etats-Unis. Cet argument est aujourd'hui mobilisé tant par des hommes politiques du centre-droit (François Fillon et Alain Juppé) que du centre gauche (essentiellement au P « S »).

Sur le premier argument, je renvoie les lecteurs à ce que j'ai écrit, et ce que tout le monde connaît. La situation de la Grèce est – hors le problème de la dette – relativement assainie aujourd'hui avec un quasi-excédent primaire (autrement dit les dépenses « hors dettes » sont couvertes par les recettes) et un déficit extrêmement faible de la balance commerciale. Une dépréciation de la nouvelle monnaie (la Drachme ?) de 20% à 30% serait suffisante pour que la Grèce devienne excédentaire du point de vue de la balance commerciale. Quant au risque d'inflation, compte tenu des pressions déflationnistes extrêmement fortes aujourd'hui dans l'économie grecque, il est des plus réduit. Une dépréciation de -30% devrait entraîner une hausse des prix de 6% la première année et de 4% la seconde. C'est donc le second argument qui apparaît le plus « intéressant » car il cherche à retourner la réalité des faits.

1. Aujourd'hui (et depuis en réalité 2010) les Etats-Unis ont pris position en faveur de l'Euro

. Ce sont eux qui ont fait pression sur le FMI pour qu'il assouplisse sa position. Mais, nous ne sommes plus dans la situation des années 1980

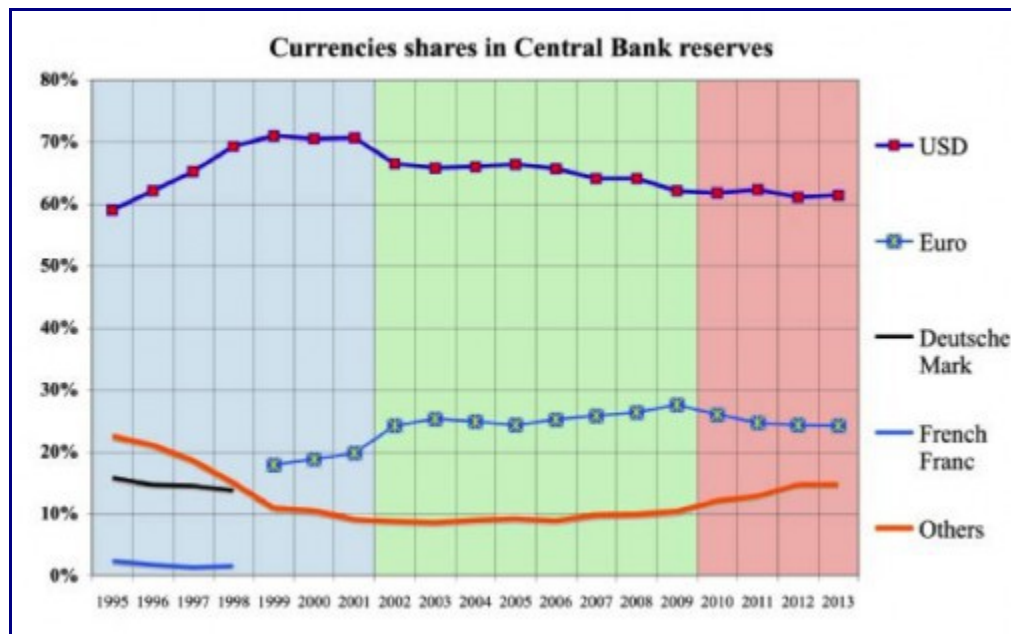
ou 1990. Les Etats-Unis ne sont plus tout puissants au sein du FMI, même s'ils conservent une voix dominante. Cela explique en partie les embardées dans la communication de cette institution, qui d'une part reconnaît que la dette grecque n'est pas soutenable, et de l'autre exige le paiement des intérêts. Mais il faut savoir que les prêts du FMI se font, en général, hors des conditions de marché, et que leur contrepartie est que ces prêts ne peuvent être renégociés que dans un cadre global, si tous les acteurs (et tous les prêteurs) sont d'accord pour une telle renégociation. De plus, Mme Christine Lagarde, l'actuelle directrice du FMI, doit tenir compte non seulement des voix allemandes au sein de l'organisation mais aussi de la diversité des opinions selon les divers départements du FMI. Présenter le FMI comme un « obstacle » à un règlement est faux. Le véritable obstacle n'est pas sur les bords du Potomac, mais à Berlin. Dire cela n'excuse pas les erreurs qui ont été commises par le FMI sur la question grecque, mais doivent cependant conduire à les relativiser. La Commission Européenne et la Banque Centrale Européenne ont eu une politique bien plus nocive que le FMI, et les conséquences de cette politique ont été largement plus désastreuses que celles du FMI.

2. Les Etats-Unis ont en réalité un double intérêt à la survie de l'Euro.

Commercialement tout d'abord, le fait que dans une monnaie « européenne » il y ait l'Allemagne implique une surévaluation relative de cette monnaie par rapport au Dollar des Etats-Unis. On le constate encore aujourd'hui. Si l'Euro éclatait, ce qui est – et le fait que cela soit reconnu depuis quelques jours du fait de la crise grecque est un immense pas en avant – désormais probable en cas de défaut de la Grèce, le mouvement des monnaies nationales serait une dépréciation pour le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la France et la Belgique, et une appréciation pour l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande. Or, les Etats-Unis *achètent* des biens industriels (des machines et des voitures à l'Allemagne) et *vendent* des produits aux autres pays. Ces mouvements de parité limiteraient leur capacité à vendre des produits (en Europe du Sud) mais rendraient plus onéreux les achats à l'Allemagne. Ils n'ont donc *aucun* intérêt commercial à un éclatement de l'Euro

Financièrement, la crise et la spéculation sur l'Euro servent de bouclier au Dollar des Etats-Unis qui, si toute l'attention nécessaire lui était consacrée montrerait des signes de faiblesses bien plus important qu'actuellement. Un Euro malade, mais maintenu en vie par des opérations artificielles, est en réalité dans les intérêts des Etats Unis. D'ailleurs, si l'on regarde l'évolution des monnaies utilisées comme réserves dans les Banques Centrales, on constate que, jusqu'en 2007, le dollar a plutôt profité de l'existence de l'Euro. Sa part s'est légèrement accrue. Présenter l'Euro comme un « anti-Dollar » est un travestissement des faits comme on peut le constater dans le graphique suivant.

Graphique 1



Sources : FMI

1. Il est cependant clair que nous vivons le crépuscule du système monétaire international dominé par le Dollar. Mais, l'Europe (et plus précisément les pays européens) est relativement muette quant au système monétaire international

. Les pays européens sont en réalité accaparés par les tentatives de faire survivre l'Euro qui a dépassé depuis longtemps sa date de péremption. En fait, l'existence de l'Euro est en réalité un *obstacle* à l'émergence d'une position européenne cohérente sur la réforme du système

monétaire international. Alors que, dans les années 1960, puis 1970 et 1980, la France et l'Allemagne ont été porteuses de demandes très précises quant à une réforme du système monétaire international, depuis la mise en place de l'Euro, et en fait depuis la période préparatoire à cette mise en place, ces pays ont été absents d'une réelle réflexion sur l'architecture du système monétaire international. Ces deux pays se sont ralliés à l'idée d'une libéralisation absolue des mouvements de capitaux quitte à découvrir, comme c'est le cas avec la crise grecque, qu'une telle liberté n'est pas sans entraves pour l'existence d'une politique monétaire indépendante. La France et l'Allemagne ont abandonné aux pays émergents, et concrètement à la Russie et à la Chine, l'initiative d'une remise en cause du système actuel dont les défauts sont désormais évidents. Que le rôle des pays émergents soit important était inévitable, et constitue même une bonne nouvelle en permettant de penser une réforme possible vers un système moins dépendant de la puissance américaine. Mais, le silence sur cette question de la France et de l'Allemagne, pour ne parler que de ces pays, aura des conséquences. La désertion de ce combat se fera à nos dépens. On peut donc considérer que l'existence de l'Euro, loin d'être la base d'une contestation du rôle du Dollar et de l'ordre monétaire international actuel, contribue en réalité à le renforcer.

4. Ce silence face aux Etats-Unis se combine avec une complaisance pour des projets de traités (le TAFTA) dont la nocivité est de plus en plus évidente.

Il est évident aujourd'hui que les Etats-Unis cherchent à imposer aux pays européens à la fois une réduction des normes (en particulier dans le domaine sanitaire et écologique) mais aussi la prédominance des tribunaux d'arbitrage privés sur le droit des Etats. Quand François Fillon a fait sa déclaration sur la nécessité d'une « révolte européenne », il pensait probablement à cela. Mais, il faut comprendre qu'aujourd'hui il est bien seul chez les « Républicains » à défendre une telle position. Les dirigeants socialistes semblent eux aussi prêts à toutes les compromissions qu'ils déguiseront du manteau d'une « défense de l'unité européenne ». Très clairement on mesure ici que l'Euro et la dimension « européenne », conçue comme un cadre supranational, sont un obstacle à toute politique réellement indépendante et nous conduisent vers la

soumission, dans les faits si ce n'est dans le droit, aux Etats-Unis.

Une guerre totale à l'horizon (partie 4)

Publié par medisma sur 19 Juin 2015 , L'intégral



I- La Russie répond aux menaces de l'OTAN en renforçant son arsenal nucléaire

Par Anthony Torres Source : [wsws.org](http://www.wsws.org)



En réponse aux différents exercices organisés par l'OTAN dans l'Europe de l'Est depuis le début de la guerre civile en Ukraine, la Russie accélère son processus de militarisation. Le risque d'une guerre catastrophique entre la Russie et l'OTAN se profile de plus en plus clairement.

Au forum militaire international Armée-2015, Vladimir Poutine a déclaré qu'

«Avant la fin de l'année en cours, plus de 40 nouveaux missiles balistiques intercontinentaux s'ajouteront à l'arsenal nucléaire de la Russie. Ces missiles pourront déjouer tous les systèmes de défense antimissiles, même les plus perfectionnés ».

Le président russe a également annoncé la création d'une nouvelle station radar chargée de surveiller ses frontières de l'ouest : «Les essais d'une nouvelle station radar de détection transhorizon d'objets aériens commenceront dans les mois à venir. Cette station contrôlera plus tard la frontière occidentale».

Poutine a dit compter sur l'industrie de la défense pour limiter l'hémorragie de l'économie russe, fortement touchée par les sanctions imposées par les puissances impérialistes depuis la crise ukrainienne : «C'est le complexe militaro-industriel qui doit (...) rester la locomotive de l'innovation technologique, dont celles à double finalité [militaires et civiles] dans les domaines telles que l'énergie, la machinerie, les communications, les ordinateurs».

La Russie prépare le renforcement de ses armes nucléaires stratégiques avec de nouveaux missiles balistiques, des bombardiers plus modernes, et des nouveaux sous-marins.

L'OTAN ont condamné « l'arrogance nucléaire » de la Russie, qu'elle a traitée d'« injustifiée » et de « dangereuse ». Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a dit : « Ce que fait l'OTAN maintenant dans la partie orientale de l'alliance est quelque chose de proportionnel, de défensif, et qui est sur la même ligne que nos engagements internationaux ».

Cette déclaration inverse la réalité du conflit. L'OTAN est responsable de la montée des tensions militaires, qui menace de déclencher une guerre mondiale entre puissances nucléaires. Les Etats-Unis et leur alliés européens ont déstabilisé l'Europe en soutenant un coup d'Etat en Ukraine, après lequel ils ont accéléré leurs menaces de guerre contre la Russie.

La Russie renforce ses forces armées en réponse aux provocations de l'OTAN. Si elle n'est pas la principale force responsable du danger d'une guerre, la politique russe n'a cependant rien de progressif. Le régime oligarchique russe, qui est né de la restauration capitaliste et de la dissolution de l'URSS en 1991, est incapable de faire appel à l'opposition à la guerre

dans la classe ouvrière américaine et européenne. Il ne répond aux menaces de l'OTAN qu'en menant sa propre escalade militaire qui menace de déclencher une guerre catastrophique.

La tâche critique est de mobiliser la classe ouvrière internationale, notamment aux Etats-Unis et en Europe, en lutte contre le danger d'une guerre provoquée par l'intervention de l'OTAN en Europe de l'Est depuis le début de la crise ukrainienne.

Les annonces de Poutine font suite à l'exercice « Saber Strike » de l'OTAN sur le camp d'entraînement de Zagan (dans l'ouest de la Pologne) qui teste la capacité des forces de l'OTAN à se déployer rapidement en Europe de l'Est contre une « agression russe ». 2.000 militaires de 9 nationalités différentes. Deux bombardiers américains B-52 pouvant porter des frappes globales de portée ultra-longue ont aussi pris part à l'exercice.

Poutine craint l'envoi d'ogives nucléaires américaines à moyenne portée sur le territoire du Royaume-Uni. Selon des témoignages de responsables militaires américains devant le Congrès, Washington déploie des batteries de missiles et des troupes en Europe parce qu'il envisage des frappes, conventionnelles ou nucléaires, contre des cibles sur le sol russe. (Voir aussi : [Les responsables américains envisagent des frappes nucléaires contre la Russie](#))

Le Pentagone a également révélé son intention de déployer en Europe de l'Est assez de chars, de véhicules blindés et d'autres armes lourdes pour équiper 5.000 soldats. En plus, il est prévu de créer un groupe « très mobile » de 30.000 soldats capables d'être rapidement déployés dans les pays Baltes, en Pologne, en Roumanie ou en Bulgarie en cas d'éventuelle « agression russe ». Des négociations sont en cours pour stocker des armes lourdes en Pologne.

Hier, la secrétaire d'Etat américaine à la force aérienne, Deborah Lee James, a indiqué dans le cadre du Salon du Bourget que « Pour le moment nous envisageons soit d'augmenter le nombre de troupes, soit de renforcer la rotation ». Elle a aussi relevé la possibilité de déployer en Europe des chasseurs américains F-22 Raptor de cinquième génération.

Moscou a vivement réagi à ces déclarations, qualifiant le projet de « mesure la plus agressive » prise par le Pentagone et l'Otan depuis la Guerre froide. «

Les Etats-Unis, avec le concours de leurs alliés, cherchent apparemment à torpiller définitivement les dispositions clés de l'Acte fondateur Otan-Russie de 1997 », a dit le ministère russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Ceci souligne la profonde dégradation des relations entre la Russie et les puissances impérialistes. Ces dernières ont utilisé le coup d'Etat qu'ils ont manigancé avec des forces d'extrêmes droites contre un régime ukrainien pro russe pour accélérer leur campagne pour isoler et entourer la Russie de forces hostiles.

Avec la crise ukrainienne, les Etats-Unis violent les assurances qu'ils avaient fait aux Russes lors de la restauration du capitalisme en URSS par la bureaucratie stalinienne, selon lesquelles l'OTAN ne stationnerait pas de troupes dans l'ancienne sphère d'influence soviétique. L'objectif des puissances impérialistes est d'intimider et finalement de démanteler la Russie pour en faire une semi colonie, ce qui permettrait aux puissances impérialistes d'exploiter les richesses naturelles de la Russie et de toute l'Eurasie.

Depuis plusieurs mois, l'OTAN mène cette politique, au risque de plus en plus évident de provoquer une guerre, en organisant des exercices en Pologne, Roumanie et dans les pays baltes.

Début mai, l'OTAN a organisé des manœuvres en Estonie rassemblant 13.000 militaires de l'OTAN, dont une unité blindée et deux unités de commandos américains, des soldats britanniques, belges, allemands, lettons et lituaniens. Du 4 au 13 mai, des exercices de l'OTAN baptisés Dynamic Mongoose visant la recherche de sous-marins se sont déroulés dans les eaux de la Norvège de la mer du Nord et le détroit du Skagerrak impliquant près de 5.000 militaires de plus de dix pays membres de l'Alliance atlantique.

Fin mai, sur le territoire de la Roumanie, les forces armées américaines et bulgares ont fait des manœuvres militaires testant les aptitudes au combat de l'infanterie, les préparatifs des tireurs et l'utilisation des systèmes anti-char sous le nom de code « Aigle de platine 2015 ».

L'Estonie et la Lituanie ont réalisé cette année leurs plus importants exercices internationaux depuis leur intégration dans l'OTAN. Des chars américains ont défilé à 300 mètres de la frontière russe dans une ville lituanienne.

Les exercices de l'OTAN ont engagé plusieurs incidents avec la Russie.

Selon un [rapport](#) publié par le Réseau européen de leadership l'année dernière, 40 incidents au moins ont failli provoquer des affrontements militaires entre l'OTAN et la Russie depuis le début de l'escalade atlantiste en Europe de l'Est.

II- Le malheur arrive toujours de l'Occident – ou qui a préparé la Première Guerre mondiale

Oleg Nazarov Sputniknews.com



100 ans après le début de la Première Guerre mondiale Oleg Nazarov, membre du Club Zinoviev, rappelle que “le malheur arrive toujours de l'Occident”.

Il y a 100 ans, le 28 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie attaquait la Serbie. Le 1er août, l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie, puis à la France et à la Belgique le 3 août. Le risque de conquête de la Belgique par l'Allemagne a rompu l'hésitation des Anglais, qui ont déclaré la guerre à cette dernière le 4 août. La Première Guerre mondiale commençait.

En étudiant les causes de cette catastrophe, le père de la diplomatie américaine Henry Kissinger a conclu qu'il n'existait alors “aucune réclamation concrète entre la Russie et l'Allemagne qui aurait pu entraîner une guerre locale, sans parler d'une guerre générale”.

La Russie ne formulait aucune revendication à l'égard de Berlin et s'opposait uniquement au massacre de la Serbie par l'empire des Habsbourg.

En revanche, les divergences étaient nombreuses entre Berlin et Londres dans

plusieurs régions, et Paris voulait reprendre à l'Allemagne l'Alsace et la Lorraine.

Ni Nicolas II ni les “barbares russes” ont déclenché ce “massacre mondial”. Il a été lancé par le “cousin Willy” (Guillaume II) et d'autres représentants de l'Europe “civilisée”. Les dirigeants allemands, austro-hongrois et britanniques, les financiers occidentaux, les magnats industriels, les politiciens, les militaires et les diplomates avaient travaillé dans ce sens. Chacun d'eux espérait que la guerre leur apporterait, ainsi qu'à leur pays, des bonus matériels ou politiques. Même les élites des colonies en rêvaient.

Nul n'est prophète en son pays

Mais il y avait aussi des analystes plus lucides et profonds, dont les pronostics sont toujours pertinents.

En 1886 Friedrich Engels, impopulaire de nos jours, notait que les différends entre les puissances mondiales rendaient impossible la localisation des conflits militaires entre elles. En 1895, avant sa mort, il affirmait que seule une guerre mondiale était désormais possible. Contrairement aux états-majors des grandes puissances, dont les commandants étaient persuadés jusqu'au début du “massacre mondial” que la guerre ne durerait pas plus d'un an, Engels prédisait qu'elle s'étendrait sur 3-4 ans et se solderait pas la défaite de l'Allemagne.

En février 1914, le leader de la droite au Conseil d'État de l'Empire russe Piotr Dournovo a adressé une note à l'empereur Nicolas II. Il prédisait que la guerre opposerait deux coalitions dirigées par le Royaume-Uni et l'Allemagne, et que la Russie endosserait le “fardeau le plus lourd” au sein de la Triple-Entente.

Piotr Dournovo ne cachait pas son scepticisme quant au rapprochement entre Saint-Pétersbourg et Londres, et pensait que la Russie ne tirerait aucun avantage de son alliance avec l'Angleterre. Analysant les éventuels profits ou pertes géopolitiques, il notait que “l'unique récompense dans cette guerre pourrait être la Galicie”. Et de poursuivre: “Seul un fou voudrait annexer la Galicie. Celui qui le fera perdra l'empire...”.

En cas d'échec dans cette guerre, l'ex-ministre de l'Intérieur prédisait qu'une “révolution sociale, dans sa forme la plus extrême, serait inévitable”.

Les mises en garde prophétiques du socialiste allemand et du monarchiste

russe ont été ignorées par les élites politiques des grandes puissances, qui ont frivolement commencé l'effusion de sang.

Première Guerre mondiale: un bilan choquant

Cela peut sembler étrange, mais la guerre a été saluée également par les populations concernées, dans un mélange étrange de patriotisme irréaliste, de joie romantique de pouvoir participer à une grande aventure et d'attente naïve que ce conflit puisse régler d'une manière ou d'une autre les anciens problèmes. La plupart des Allemands croyaient, tout aussi jalousement que la majorité des Anglais et des Français, que leur pays a été victime d'une brutale attaque", constate l'historien Gordon Craig.

Les Russes ne se faisaient pas d'illusions à ce sujet. Et aujourd'hui, même les pires russophobes et falsificateurs de l'histoire n'osent dire que la Russie figure parmi les responsables du déclenchement de la guerre.

Le bilan du conflit est choquant. Les morts, les malades et les blessés se comptaient par millions. Les villes étaient dévastées, les villages — déserts. Comme le remarque l'historienne Elena Seniavskaja, la guerre a "bouleversé l'opinion publique mondiale et fut un stress psychologique pour toute la civilisation contemporaine car elle a montré que le progrès scientifique, technique, culturel et soi-disant moral des hommes était incapable d'empêcher une dérive immédiate de l'humanité vers un état de cruauté et de barbarisme sanglant".

En 1919 Londres, Washington et Paris ont retailé la carte du monde sans la Russie, en "oubliant" qu'elle avait subi les plus grandes pertes dans cette guerre.

Puis, l'Occident "civilisé" a si "habilement" dirigé le monde que l'humanité a très rapidement connu une nouvelle "dérive vers un état de cruauté et de barbarisme sanglant".

Mais moins d'un an plus tard, les Britanniques ont été aspirés par la guerre et l'URSS n'a pas pu y échapper.

L'histoire des deux Guerres mondiales met en évidence qu'elles ont été initiées et déclenchées par les États occidentaux. En 1914 comme en 1941, l'Allemagne était le principal agresseur.

En 2014, pour la troisième fois en un siècle, l'humanité est au seuil d'un

nouveau “massacre mondial”. L’Occident, les USA en tête, sont prêts une fois de plus à buter sur la “pierre” russe qui avait si douloureusement frappé les Allemands.

Mais contrairement aux Allemands, les Américains préfèrent faire la guerre en se servant des autres. Réussiront-ils à le faire en restant de l’autre côté de l’océan?

Quant à nous, nous devons reconnaître que si l’instinct de survie n’arrêtera pas les faucons de Washington, aucune déclaration pacifique des diplomates russes ne pourra empêcher une troisième guerre mondiale. De la même manière qu’avaient échoué les diplomates impériaux et soviétiques à la veille des deux Guerres mondiales.

Il est inutile de craindre une guerre.

On vivra facilement le meilleur en étant préparé au pire.

Par Oleg Nazarov

Oleg Nazarov, docteur en histoire, membre du Club Zinoviev de Rossiya Segodnya

Source : sputniknews.com

Les robots domineront le monde, nous serons leur esclave

Biosphère 19 juin 2015

[Totalemment faux : nous n'aurons jamais les ressources naturelles (énergies fossiles surtout) pour en arriver là.]

Un militaire est déjà un robot au service du pouvoir en place, et notre épargne sera gérée par un robot. Nous sommes entourés de robots, deux articles du MONDE en témoignent.

Le « soldat augmenté », dont le corps aura été modifié par la technologie pour être plus performant, a été envisagé pour la première fois publiquement lors d’un colloque à l’Ecole militaire*. Selon Didier Danet, *"une interdiction de principe, comme certains la réclament pour les robots tueurs, est « illégitime » face aux avancées de la technoscience"*. Des équipements sont déjà à l’étude, tels que des capteurs de réalité augmentée, des robots

collaboratifs, des exosquelettes. La pharmacologie est envisagée, par exemple les drogues inhibitrices des émotions comme le captagon. « *Il est évident que les progrès de la médecine seront exploités au bénéfice des performances, c'est inéluctable* », estime le médecin chef Lionel Bourdon. Nous nous trouvons encore une fois devant l'hymne à l'illimité, les avancées de la technoscience sont inéluctables, personne ne doit pouvoir le contester. Rappelons qu'il peut en être autrement.

Dans une société vernaculaire, la technique est « enchâssée » dans les relations sociales, elle est sous contrôle social. Quand les Portugais ont introduit le mousquet dans le Japon du XVI^e siècle, son emploi fut désavoué et il fallut attendre longtemps avant qu'il soit autorisé à remplacer les armes traditionnelles. Son efficacité en tant qu'instrument de guerre n'était pas mise en doute. Mais il ne correspondait pas à la tradition culturelle japonaise, pour laquelle l'utilisation d'un engin permettant à un gamin de tuer un samouraï chevronné était tout à fait inadmissible. Parce que la société vernaculaire avait adapté son mode de vie à son environnement elle était durable ; parce que la société industrielle moderne s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie, elle ne peut espérer survivre. Il est urgent de soumettre de nouveau les sciences et les techniques à un contrôle social, de les réenchâsser dans les rapports sociaux. A ceux qui pourraient craindre que cela compromette notre capacité de résoudre les problèmes sociaux et écologiques réels, rappelons que la technologie, malgré la multitude de ses usages, est incapable de résoudre les problèmes sociaux et écologiques auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

Malheureusement nous continuons notre foi aveugle en la technoscience. Bientôt la technologie gèrera votre épargne, les « robo-advisors » débarquent en France : des sites Internet proposent aux particuliers l'allocation d'actifs la plus adaptée à leur profil grâce à une batterie d'algorithmes et de statistiques**. Heureusement toutes les avancées robotiques ont besoin d'électricité et de beaucoup d'énergie pour fonctionner. Sans centrales nucléaires et sans combustibles fossiles, nous serons bien obligés à définir les limites à une volonté de toute puissance gérée par les machines !

NOTES :

* LE MONDE du 11 juin 2015, L'armée française à la recherche du « soldat augmenté »

** Le Monde.fr | 10.06.2015, Des robots pour gérer votre épargne